

COORDINATION NATIONALE SOLIDARITE KURDISTAN

16, rue d'Enghien – 75010 – Paris – Tél : +33 6 45 41 76 68 - email : cnskurd@gmail.com

Saleh Muslim, dirigeant kurde de Syrie, arrêté à Prague à la demande de la Turquie.

Samedi 23 février, Saleh Muslim, ex co-président du Parti de l'Union Démocratique (PYD) de Syrie a été arrêté à Prague, par la police tchèque, avec deux autres personnes qui l'accompagnaient. Celui-ci séjournait en République tchèque dans le cadre de sa responsabilité de chargé des relations extérieures du Mouvement pour une Société Démocratique (coalition de partis politiques de Syrie, kurdes, arabes, syriaques) pour participer à une conférence sur la crise en Syrie et les moyens d'en sortir. Outre des années d'emprisonnement dans les geôles de Bachar el-Assad, Saleh Muslim a perdu un de ses enfants dans la lutte contre les terroristes de Daech.

La république tchèque, pays membre de l'Union Européenne, répond aux injonctions de Recep Erdoğan qui dans sa paranoïa antikurde a déclaré unilatéralement le PYD "organisation terroriste". Cette organisation politique syrienne est une alliée de la coalition internationale contre Daech, dont sont membres la France et plusieurs pays de l'Union Européenne.

L'Union Européenne a soulevé à plusieurs reprises les atteintes aux droits de l'homme et à la liberté d'opinion érigées en système politique par Recep Erdoğan, au point de suspendre le processus d'adhésion de la Turquie.

La Turquie n'a aucun droit et ni motifs fondés pour demander l'interpellation de Saleh Muslim par ailleurs citoyen syrien qui n'a commis aucun acte contraire au droit international.

Ce que ne supporte pas le président autocrate de Turquie, c'est que Saleh Muslim soit parmi les initiateurs de l'expérience politique en cours au Rojava, fondée sur la reconnaissance de toutes les minorités, l'égalité homme/femme, la laïcité, la démocratie et un modèle économique répondant au bien-être de tous.

L'Union Européenne ne peut accepter qu'un pays membre devienne le bras armé d'une dictature qui écrase et réprime toute opposition.

La CNSK demande :

- que la France fasse entendre sa voix au sein de l'Union européenne pour demander la libération immédiate de Saleh Muslim et des autres personnes interpellées.
- que le Parlement européen dénonce de telles pratiques.
- que soit mis fin à toute coopération policière avec la Turquie tant que celle-ci ne respecte pas les principes et valeurs fondamentaux d'une démocratie.

Paris le 26 février 2018

Alternative Libertaire - Amis du Peuple Kurde en Alsace - Amitiés Corse Kurdistan - Amitiés Kurdes de Bretagne (AKB) - Amitiés Kurdes de Lyon Rhône Alpes - Association Iséroise des Amis des Kurdes (AIAK) Association Solidarité France Kurdistan - Centre d'Information du Kurdistan (CIK) - Collectif Azadi Kurdistan Vendée (CAKV) Conseil Démocratique Kurde de France (CDKF) – Ensemble - Mouvement de la Jeunesse Communiste de France - Mouvement de la Paix - Mouvement des Femmes Kurdes en France !TJK-F) - MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste Français (PCF) – Réseau Sortir du Colonialisme - Union Démocratique Bretonne (UDB)) – Union Syndicale Solidaire - Solidarité et Liberté (Marseille)